

127700 IV

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel ouvrier révolutionnaire - 1 f -

N° 16

- décembre 1977 -

ALGERIE - MAROC :

UNE GUERRE SE FERAIT

SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !



REFUSONS DE NOUS BATTRE POUR UNE CAUSE QUI N'EST PAS LA NOTRE !

POINTS DE VENTE

Librairie du cinéma I4 juillet : 4 Bd Beaumarchais, 11 ème.
 Librairie arabe : 2 rue St Victor, 5 ème.
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5 ème.- La commune : 11 rue Barraud, 13 ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4 ème.
 Présence africaine : 16 rue des Ecoles, 5 ème.
 La Pochette : 5 rue Mirbel, 5ème.- Librairie Jonas: 14 rue de la maison-
 blanche, 13ème.
 Agora: 371 rue des Pyrénées, 20ème.
 Syros : 9 rue de Borromée, 15ème.
 L'Harmattan : rue des 4-vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Librairie "Le temps des cerises", 50 bd de la Madeleine, 06000 NICE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

T.I.L.

29 rue Descartes

75005. PARIS.

(Bien spécifier seulement T.I.L.)

SOMMAIRE

ALGERIE

p 3, 4, 5 : Algérie-Maroc : Une guerre se ferait sur le dos des
 travailleurs !
 p 6 : Piston : c'est les bourgeois qui en profitent !

IMMIGRATION

p 7, 8 : Manifestation du 19 novembre : Continuons le combat !
 p 9, 10 : Réunion de 15 centrales syndicales : Nous ne serons
 pas dupes !
 p 11, 12 : L'Union de la gauche et les travailleurs immigrés.

p 13, 14, 15, 16: IL Y A 60 ANS, EN RUSSIE, LES TRAVAILLEURS PRENAIENT
 LE POUVOIR.

INTERNATIONAL

p 17, 18 : TUNISIE : ça bouge !
 p 19, 20 : Sadate-Begin : Même patron (l'impérialisme), même combat
 p 21, 22 : Allemagne de l'Ouest : Les vrais terroristes, c'est
 l'Etat et ses policiers !

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

Le 26 octobre, les combattants sahraouis, au cours d'une de leurs attaques sur Zouérate, (centre minier du nord de la Mauritanie) ont enlevé deux agents de la SNCF. Cela a provoqué un véritable tollé. Giscard, rêvant d'imiter Schmidt, a menacé d'envoyer ses paras pour mettre au pas ces soi-disant terroristes du Polisario ; Hassan II, profitant de l'occasion, a dit qu'il poursuivrait les combattants sahraouis jusqu'en Algérie. Boumediène a répondu que si tel était le cas, eh bien, ce serait la guerre !!

- En Algérie : la bourgeoisie a su saisir l'occasion :

En Algérie, depuis l'annonce d'un éventuel débarquement de parachutistes français et depuis les déclarations du roi du Maroc concernant son intention d'user de son "droit de suite", le régime de Boumediène a déclenché une extraordinaire campagne nationaliste.

Dans les journaux, à la radio, à la télévision, partout, on parle d'une deuxième lutte de libération. Des manifestations de soutien au pouvoir ont été organisées dans toutes les villes.

A Alger par exemple, 100 000 personnes sont descendues dans la rue à l'appel du FLN. Incontestablement, le gouvernement de Boumediène trompe beaucoup de travailleurs.

Les menaces proférées contre l'Algérie par Hassan et Giscard, Boumediène a su les utiliser. Se présentant comme une victime par rapport à ses adversaires marocains et français, il a su couper l'herbe sous le pied à une fraction de la bureaucratie et à un regroupement hétéroclite d'opposants, allant de Ferhat Abbas à Boudiaf en passant par les Frères Musulmans, qui lui reprochaient tous (avec des nuances) sa politique dans l'affaire du Sahara, la tension aux frontières, et un budget militaire trop important.

Alors qu'il y a à peine deux mois, les grèves succédaient aux grèves, et que de toute évidence le régime était en difficulté, il a réussi à recréer un relatif consensus national après ces derniers événements. Et déjà, les travailleurs sont appelés à trimer davantage, comme le dit El Moudjahid : "la tâche principale, au moment où nos djounouds veillent à la sécurité de notre territoire, c'est la bataille de la production".

C'est ainsi que la bourgeoisie algérienne se démasque.

On voit sans difficulté que le conflit qu'il y a entre elle et sa rivale marocaine lui permet de faire oublier aux travailleurs leur problèmes, en attirant leur attention sur un prétendu ennemi extérieur.

Nous ne savons pas avec certitude comment la situation va

.../...

évoluer ; nous ne savons pas si une guerre va éclater entre l'Algérie et le Maroc, mais le risque existe, et les révolutionnaires en Algérie doivent dire aux travailleurs qu'en cas de guerre, ils se feraient tuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Ils doivent dire aux travailleurs que ceux qu'ils auront en face d'eux en cas de conflit, ce ne sont pas des ennemis mais des frères de classe, des travailleurs. Ils doivent dire aux travailleurs que Boumediène ne soutient le peuple Sahraoui que pour mieux le voler, et que rien ne le différencie de Hassan. Ils doivent dire aux travailleurs que la seule lutte qui mérite d'être menée, c'est celle qu'il faut faire contre Hassan et Boumediène, c'est celle qu'il faut engager contre toutes les bourgeoisies de la région.

- Au Maroc aussi :

Au Maroc aussi le regain de tension provoqué par les fanfaronnades de Giscard (envoyer les paras ...) a été mis à profit. De toutes ses forces, la bourgeoisie marocaine a intensifié sa campagne contre "les mercenaires financés par Alger" (entendez par là les combattants Sahraouis). Elle menace d'attaquer les arrières du Polisario, c'est-à-dire Tindouf en Algérie.

De cette manière, la monarchie espère recréer l'union sacrée, et répondre au malaise que suscite son enlèvement au Sahara.

- D'abord vis-à-vis de l'opposition (légale) qui commençait à renâcler, surtout après le truquage des élections en mai 1977. La base des partis d'opposition ne comprenait plus le suivisme effréné des directions vis-à-vis de la monarchie. C'est ainsi qu'au sein de l'USEFP de Bouabid, la direction était de plus en plus contestée, surtout dans la jeunesse du parti ; des fédérations entières (celle du Sous et des Beni Mellal) avaient refusé de participer aux élections.

Mais après ce qui vient de se passer, et pour l'anniversaire de la marche verte, Hassan et son opposition sont de nouveau réunis.

- Ensuite vis-à-vis des travailleurs qui sentent confusément qu'on les trompe dans cette affaire, et qui ressentent de plus en plus les effets de la guerre. D'ailleurs, ces derniers temps, les grèves sauvages se multiplient dans la fonction publique, le textile, les transports, les lycées (Lalla Aïcha à Rabat, Ben Tadjine à Casa). Partout le mécontentement gronde. De plus, dans l'armée, le moral des troupes au Sahara est bien bas.

Les soldats souffrent de l'isolement, du manque de permissions, et sont très peu convaincus de la cause pour laquelle ils meurent.

Il y a même eu, au cours de l'année 1976, toute une série

.../...

de mutineries à Smara, Tantan, Bogdor, Ain Beni Zag, Elayoun, etc...

Il y a là plus de raisons qu'il n'en faut pour que la tension aux frontières, les risques de guerre soient nécessaires au régime alaouite pour détourner les travailleurs de leurs véritables problèmes et pour essayer de galvaniser une armée bien malade.

De toute façon, guerre contre l'Algérie ou pas, les révolutionnaires doivent expliquer que le peuple Sahraoui a le droit à l'autodétermination, que les travailleurs marocains n'ont rien à gagner à l'annexion du Sahara Occidental ; au contraire ils y meurent pour le roi, c'est-à-dire pour rien.

Les révolutionnaires au Maroc doivent tout faire pour aider le peuple Sahraoui, et expliquer aux travailleurs qu'ils ne doivent pas accepter de se laisser embarquer dans un conflit avec l'Algérie, parce que de part et d'autre, ce sont les travailleurs qui mourront pour une cause qui n'est pas la leur. Les révolutionnaires doivent agir dans le sens de l'unité des travailleurs maghrébins contre leurs propres bourgeoisies.

- A bas l'impérialisme français !

En prétextant l'enlèvement par le Front Polisario de deux français, le gouvernement de Giscard a orchestré toute une campagne contre le peuple Sahraoui, et a même envisagé une intervention de ses troupes de choc dans la région.

Au fond, une telle affaire d'otages n'est qu'un mauvais prétexte à l'impérialisme français ^{pour} intervenir au Sahara. Depuis quand va-t-on jusqu'à envisager une intervention militaire quand un ou plusieurs citoyens français vont en prison à l'étranger, et pourquoi Giscard et compagnie n'ont-ils jamais parlé des Français que les militaires torturent en Argentine ?

En réalité, c'est contre les combattants Sahraouis que Giscard veut envoyer ses troupes, parce que les attaques du Polisario contre la ligne de chemin de fer de Zouérate rendent impossible l'exploitation des mines de fer ; ce sont les profits du capitalisme français, et le pillage de la Mauritanie et du Sahara qu'il veut assurer !

- NON A TOUTE INTERVENTION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS !

- SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI !

PISTON :

C'est les bourgeois

qui en profitent !

Tout le monde en Algérie a eu l'occasion de se rendre compte que sans relations, on était privé de bien des choses. La pratique du piston a atteint un tel point que même la presse officielle s'est mise à la dénoncer. Le phénomène du piston touche à tous les aspects de la vie quotidienne, voyons quelques exemples :

Un travailleur immigré qui rentre au pays doit obligatoirement passer par un poste de douane. Chacun d'entre nous connaît le rituel : si on est chargé, si on a des bagages, si on veut les passer sans avoir d'ennuis, on doit glisser quelque chose au douanier.

Des milliers de travailleurs sont ainsi rançonnés parce qu'ils ont eu l'"audace" de ramener quelques habits (ou autre chose) à leur famille. Néanmoins tout le monde n'a pas le droit au même traitement, et on voit souvent des bureaucrates, des gens qui ont des "connais-sances" passer la douane sans même être fouillés !

Ce n'est non plus un secret pour personne qu'en Algérie, la qualité de l'enseignement est médiocre. C'est pourquoi il existe dans certains lycées, des classes pour lesquelles des professeurs spéciaux sont choisis, et qui ne sont pas surchargées, ..., mais elles sont réservées à ceux qui sont pistonnés, aux fils de bourgeois.

Les fils de travailleurs, eux, sont jetés par milliers des écoles ; le chômage et la misère leur sont réservés.

Pour avoir certains papiers administratifs, un passeport par exemple, les travailleurs doivent faire la queue, poireauter des heures entières, attendre des mois et ils ne sont pas sûrs de l'obtenir !

Quelqu'un qui a du piston, l'aura en quelques heures : un coup de téléphone et le tour est joué.

On pourrait citer comme cela des dizaines d'exemples, où certaines personnes peuvent avoir des avantages dont l'immense majorité est privée. Il suffit d'avoir du piston. Mais tout le monde ne peut en avoir : en effet, pour pouvoir être pistonné, il faut pouvoir offrir un "service" en échange. Or, comme les travailleurs n'ont rien à offrir en contre-partie, ce sont ceux qui ont de l'argent et le pouvoir, c'est-à-dire les bourgeois, qui peuvent se livrer à ce véritable commerce.

Et nous devons pas croire que le piston n'est que le fait de quelques individus particulièrement véreux : en réalité c'est tout un aspect du régime bourgeois en Algérie. Le piston, la corruption font partie du système capitaliste, et lui sont indissolublement liés : pour supprimer le piston, c'est tout le système capitaliste qu'il faut supprimer !

IMMIGRATION

Réunion de 15 syndicalistes

MANIFESTATION :

Continuons le combat !

C'est à plus de 6 000 , travailleurs immigrés, français, militants révolutionnaires de nombreuses organisations, étudiants, jeunes, que nous avons manifesté de Barbès à Ménilmontant contre les mesures de Stoléro et contre les tentatives de division des travailleurs français et immigrés.

La manifestation a été calme mais combative. Des dizaines de banderoles de foyers Sonacotra ou d'organisations françaises ou immigrées portaient des mots d'ordre hostiles aux mesures de Stoléro, pour l'unité de la classe ouvrière, exigeant que les crimes racistes cessent.

Fait intéressant : certaines banderoles déployées exigeaient l'ouverture des frontières ou la libre circulation des travailleurs. Cette manifestation a donc pris une tournure ouvertement politique qui tranche avec les manifestations de travailleurs immigrés organisées auparavant.

Elle a aussi permis de sensibiliser des centaines de travailleurs immigrés qui se trouvaient sur le parcours et leur a montré qu'il y a des milliers de travailleurs, étudiants, ..., disposés à lutter résolument contre les mesures de Stoléro.

Mais il y a des réserves à faire. D'abord parce que la manifestation n'a pas eu l'ampleur de celle qui s'est déroulée le 24 avril de l'année dernière, par exemple. A ce sujet, il nous faut déplorer que les organisations révolutionnaires n'aient pas mené un travail systématique pour la préparation de cette manifestation. Elles portent en partie la responsabilité du peu d'ampleur qu'a eue cette action.

Quant aux partis de gauche et organisations syndicales, nous savions que nous ne pouvions pas plus qu'auparavant compter sur eux.

Le PCF a refusé de se joindre à la manifestation en prétextant qu'elle ne ferait que contribuer à l'isolement des travailleurs immigrés !

Tandis que le PS, la CGT et la CFDT estiment que "la situation n'est pas mûre pour ce genre d'action", alors que la CFDT elle-même a demandé que la manifestation soit reportée de huit jours. Peut-être a-t-elle cru que la situation serait "mûre" alors !

... / ...

Il ne faudrait surtout pas croire que c'en est fini des mesures de Stoléru. Loin de là, cette manifestation, même si elle n'a pas rencontré l'écho et n'a pas eu l'ampleur que nous souhaitions, ne doit être que le début d'une très large mobilisation de tous les travailleurs contre la bourgeoisie et ses manoeuvres de division racistes.

C'est dans les usines et les foyers, au jour le jour, que nous devons réagir aux coups de la bourgeoisie.

Nous devons nous mobiliser encore plus maintenant pour imposer :

- L'annulation de toutes les expulsions
- L'abrogation des mesures de Stoléru
- La suppression des cartes de séjour et de toute forme de contrôle de l'immigration

Et c'est en entraînant nos camarades, les travailleurs français, dans la lutte pour ces objectifs, que nous forgerons les bases de notre unité de classe !

Réunion de 15 syndicats :

nous ne serons pas dupes !

A Paris, le 7 novembre 1977, quinze centrales syndicales, la CGT, la CFDT, la FEN et celles des pays d'origine des travailleurs immigrés se sont réunies, selon elles, afin d'agir contre les récentes mesures prises par le gouvernement français contre les travailleurs immigrés.

Quel a été le résultat de cette réunion ?

Tous les bureaucrates présents ont signé un communiqué adressé au gouvernement, dans lequel ils "protestent contre les mesures de Stolérus" et les conséquences de leur application, pour les travailleurs immigrés.

Quoi d'autre ? Rien ! Bien entendu, ces bureaucrates syndicaux ont prévu de se rencontrer à nouveau etc... Autrement dit, le résultat de cette réunion se réduit à un bout de papier signé par ces derniers. Le secrétaire de la CGT est même allé jusqu'à affirmer que la seule signature en commun de ce communiqué était une "grande chose" !

De toute évidence, il ne croit pas lui-même ce qu'il dit. Cela, nous pouvons l'affirmer, car les bureaucrates syndicaux nous ont montré qu'ils ont toujours été prêts à pondre des dizaines de communiqués, mais ils n'ont jamais montré un élan à défendre les travailleurs immigrés. S'ils étaient sincères, pourquoi ni la CGT, ni la CFDT, ni la FEN ne se sont jointes à la manifestation du 19 novembre, contre les mesures de Stolérus ?

De plus, le fait que les bureaucrates syndicaux des centrales françaises aient signé un communiqué exigeant l'égalité des droits politiques pour les travailleurs français et immigrés est révélateur de leur sincérité.

En effet, ces centrales ne revendiquent même pas l'égalité des droits pour tous les travailleurs, dans leur plate-forme d'action. Au contraire, elles reprennent à leur compte le contrôle de l'immigration selon les "possibilités de l'économie nationale", autrement dit, selon que les patrons veulent se servir de nous ou nous renvoyer, quand il y a crise.

En fait, tous ces bureaucrates syndicaux se sont réunis pour faire croire qu'ils se préoccupent du sort des travailleurs immigrés ; mais il n'en est rien.

.../...

Réunion de 12 syndicats :

Nous ne devons pas compter sur eux pour nous défendre. C'est qu'il faut, c'est nous mobiliser, organiser d'autres manifestations comme celle qui s'est déroulée le 19 novembre à Barbès, et mener des actions, des grèves sur notre lieu de travail quand des camarades sont touchés par les mesures gouvernementales.

Ce qu'il faut, c'est convaincre nos camarades français que les véritables ennemis, ce sont les patrons et non pas les travailleurs immigrés, comme voudrait le faire croire le gouvernement, qui ne cherche, lui, qu'à rester au pouvoir.

Nous ne sommes pas dupes. Nous savons où veulent en venir les bureaucrates syndicaux. Prenons nous-mêmes en main nos affaires à chaque occasion !

VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE !

A BAS LES MESURES DE STOLERU !

L'Union de la gauche

et les travailleurs immigrés

- Les partis de gauche prétendent représenter les intérêts de la classe ouvrière en France. Il est important, à la veille des élections législatives, élections qui pourraient porter la gauche au pouvoir, que les travailleurs sachent que le PCF, le PS, et les radicaux de gauche sont des partis contre-révolutionnaires, faisant la politique de la bourgeoisie.

Et à ce titre, leur politique vis-à-vis des travailleurs immigrés est significative.

- Les partis de gauche s'adressent d'une façon générale très peu aux travailleurs immigrés. Ceux-ci, ne les intéressent pas parce qu'ils ne votent pas. En effet, Marchais ou Mitterrand ne s'adressent aux travailleurs que dans la mesure où ils leur permettent d'avoir des voix aux élections. Les partis de gauche sont des partis électoralistes. C'est ainsi que le Programme Commun de la gauche ne contient que six lignes consacrées au 1/5 du prolétariat industriel en France !

- Si formellement les partis de gauche sont pour l'égalité des droits entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français, ils donnent à cette égalité un sens très particulier :

- Pour la gauche les travailleurs immigrés devraient avoir le droit de se syndiquer, de se réunir, de faire de la politique (donc appartenir à des partis) mais ils n'auraient pas le droit de participer aux élections législatives et présidentielles.

- Pour la gauche, comme pour la droite, il faut que l'immigration soit contrôlée, contingentée selon les besoins du capitalisme français.

Le PCF par exemple, souhaiterait que l'entrée des travailleurs immigrés en France se fasse sous le contrôle de l'ONI et des bureaucrates syndicaux. Voilà qui montre clairement que les partis de gauche ne se posent pas les problèmes du point de vue des travailleurs, mais de celui des patrons. Parce que le contrôle de l'immigration implique des cartes de séjour, des pressions qu'on pourra exercer sur les travailleurs pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi, pour qu'ils acceptent le racisme et toutes sortes de brimades. Le contrôle de l'immigration est fondamentalement incompatible avec l'égalité entre travailleurs français et immigrés.

.../...

L'Union de la gauche

On voit donc que si la gauche tient un langage populiste, au fond ce n'est que de la démagogie. Et on peut dire qu'un gouvernement de gauche n'aurait pas une attitude différente d'un gouvernement de droite vis-à-vis des travailleurs immigrés.

- De toutes façons, ~~cela~~ a la preuve tous les jours.

Dans les municipalités de gauche, à Villeurbanne par exemple, le maire Charles Hernu, grand pontif du parti socialiste, mène tout une campagne raciste contre les travailleurs immigrés : le nombre de ceux-ci serait trop important dans sa ville, il aurait même dépassé le "seuil de tolérance" (10 % selon lui).

Ne parlons pas de Deferre qui, lui, a un projet de ghetto pour parquer les travailleurs immigrés de Marseille, toujours dans le cadre de l'égalité entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés. Le PC n'emploie pas l'expression "seuil de tolérance", parce qu'elle aurait paraîtrait-il des relents racistes ; mais il réclame "une répartition équitable des immigrés dans les localités". Bonnet blanc et blanc bonnet, Hadj Moussa, Moussa El Hadj : toujours la même ségrégation concernant les immigrés.

On a vu aussi que la gauche ne proposait aucune riposte aux mesures Stoléru ; ne parlons pas de celle mille fois nécessaire contre le plan Barre. Des preuves qu'ils sont dans le camp adverse, les partis de gauche nous en donnent tous les jours.

C'est sur eux-mêmes que les travailleurs devront compter s'ils veulent vraiment que ça change !

Il y a 60 ans, les travailleurs prenaient le pouvoir en Russie

Pour la première fois au monde, les travailleurs russes ont fait une révolution victorieuse, en 1917.

Ainsi, ils ont pris le pouvoir, et ils ont su le garder et construire un Etat soviétique (basé sur les conseils ouvriers) servant les intérêts de tous les travailleurs.

En quelques mois, ils ont réussi à balayer non seulement le tsar et sa dictature féroce (avec ses bagues, et ses camps de déportés en Sibérie), mais aussi la bourgeoisie qui avait pris le relai et tous les capitalistes, riches et privilégiés, qui vivaient sur leur dos.

Après cette prise de pouvoir, les travailleurs, cessant de trimer pour un patron, se mirent à travailler pour eux-mêmes et sous leur propre contrôle, et les paysans, expropriant les gros propriétaires, se partagèrent les terres.

Pourtant, la Russie était à l'époque un pays arriéré, sous-développé économiquement, dominé par l'impérialisme français et anglais ; la paysannerie formait la plus grosse partie de la population russe. Néanmoins, c'est sous la direction du prolétariat que la révolution se fit, et d'un prolétariat minier !

AVANT LA REVOLUTION

Au début du siècle, la Russie était encore gouvernée par le tsar Alexandre III. Son règne était celui de la misère noire, d'une répression féroce et de l'enfer sibérien.

Les ouvriers commençaient à se révolter et à s'organiser contre leur pauvreté et la dictature.

Dans les campagnes, c'était encore le féodalisme : les paysans



Hier comme aujourd'hui, c'est avec les armes que les travailleurs devront prendre le pouvoir !

étaient soumis aux gros propriétaires (même si le servage avait été aboli 40 ans plus tôt), et la masse des ouvriers agricoles, dépossédés de leurs terres, commençait eux aussi à vouloir se débarrasser du tsar et des seigneurs féodaux.

En 1905, il y eut une flambée de luttes ouvrières contre la dictature,

.../...

et les grèves s'étendirent à de nombreuses usines : on dit que ce fut la "répétition générale de 1917". Pourtant, ce vaste mouvement n'aboutit pas ; il échoua entre autres parce que la mobilisation des travailleurs dans les villes ne trouva pas l'écho nécessaire à la campagne.

De 1907 à 1910, s'abattit sur le pays une grande vague de répression ; la réaction triomphait. Tous les révolutionnaires furent traqués, les travailleurs durent de nouveau courber la tête, et le mouvement de lutte enregistra une nette régression.

Après 1910, le prolétariat et ses organisations révolutionnaires com-

mencèrent à reprendre des forces, et celles-ci augmentèrent leur influence dans la classe ouvrière.

Le parti bolchévik, (parti communiste ouvrier à la discipline de fer), fut le plus conséquent et sut jusqu'au bout défendre les intérêts véritables des travailleurs : ainsi, quand la première guerre mondiale éclata, en 1914, lui seul se battit pour empêcher que les travailleurs s'entretuent, et qu'au contraire, ils retournant leurs armes contre leurs propres exploités.

===== La révolution de 1917 =====

En février 1917, la grande révolution éclata. En fait, c'est la guerre qui précipita la crise ; elle ruina le pays et accentua la pourriture du régime tsariste.

Les masses travailleuses, excédées par la guerre, la famine, la dictature, décidèrent d'en finir. Ce fut tout d'abord le tsar et son régime dictatorial qui furent balayés. Les travailleurs, éléments moteurs du mouvement social qui renversa l'autocratie tsariste, étaient organisés dans les soviets (conseils ouvriers).

Mais de février jusqu'en octobre, cohabitèrent en réalité deux centres de pouvoir : les soviets pour les travailleurs, et une assemblée constituante, où régnait une coalition de partis bourgeois, libéraux et réformistes.

Les travailleurs mirent quelques mois à comprendre que "tout le pouvoir devait être aux soviets", c'est-à-dire qu'il fallait dissoudre le parlement

bourgeois et prendre leurs affaires en main. Après des mois de trahisons, les partis réformistes finirent par être démasqués : ils n'avaient pas été capables en effet de faire cesser la guerre ni la famine.

Le 25 octobre 1917 fut le grand jour de l'insurrection : les ouvriers, les soldats, les marins, les paysans pauvres, tous armés, y participèrent.

Le nouveau pouvoir pris tout de suite les mesures révolutionnaires qui s'imposaient :

- . il proposa à tous les pays d'Europe en guerre une paix immédiate sans annexion ni indemnité.
- . Il expropria les patrons.
- . Il décida le partage des terres et l'expropriation des gros possédants.
- . Il organisa le contrôle des ouvriers sur la production.
- . Il se fixa pour objectif d'être une base pour le renversement du capitalisme partout sur la planète.

INTERNATIONAL

Il savait que si les prolétariats d'Europe ne prenaient pas eux-mêmes le pouvoir à brève échéance, la révolution

russe risquait rapidement d'être écrasée, les bourgeoisies européennes se liguant contre elle.

Le parti

Le rôle du parti bolchévik dans la révolution d'octobre fut décisif. Mais ce parti dont les dirigeants les plus connus furent Lénine et Trotsky, ne surgit pas du néant. C'est un parti

C'est un parti trempé, aux militants disciplinés et à la politique juste, qui arriva à exprimer de la façon la plus achevée les objectifs des travailleurs russes ; il se montra la véritable avant-garde du prolétariat

C'est un parti durement mis à l'épreuve, qui a su tirer les leçons des luttes passées.

Les révolutionnaires et l'armée

Beaucoup de travailleurs pensent qu'on ne peut s'opposer à l'armée bourgeoise qui serait trop puissante : des armements perfectionnés, des troupes bien entraînées, etc...

Pourtant, l'expérience nous montre qu'en diverses circonstances, par exemple lors de la révolution russe, l'armée bourgeoise a été mise hors d'état de nuire.

Il y a à cela plusieurs raisons :

- . en période de guerre civile, dans l'armée (comme dans l'ensemble de la société), les contradictions de classe sont exacerbées, de sorte que l'on voit les soldats, - qui appartiennent le plus souvent aux couches les plus défavorisées -, s'opposer à la hiérarchie et même refuser de se battre.

C'est ce qui s'est passé en 1917 : les soldats désertaient, et rejoignaient par milliers le camp des travailleurs. Ils participèrent à l'insurrection aux côtés des tra-

vailleurs. C'est par bataillons entiers qu'ils combattirent les armées réactionnaires de la bourgeoisie qui tentait dans le sang de reprendre le pouvoir.

Il est du devoir des révolutionnaires, d'ailleurs, de mener un travail systématique dans les rangs de l'armée, et de gagner les soldats à la cause du prolétariat.

. N'oublions pas par ailleurs que ce sont des travailleurs qui produisent les armes et les munitions, et qu'ils peuvent en période révolutionnaire, arrêter d'en fournir aux soldats et armées qui sont restés dans le camp de la bourgeoisie.

. N'oublions pas non plus que les travailleurs ne s'opposent pas les mains nues aux armées réactionnaires bourgeoises, mais qu'il est vital pour eux de les combattre armés et organisés, s'ils veulent garder le pouvoir.

.../...

===== Les soviets, ou "conseils ouvriers" =====

La révolution d'octobre fut loin d'être la prise de pouvoir par un parti. Ce sont les travailleurs, organisés à tous les niveaux, qui firent cette révolution, et c'est là le plus grand acquis des événements d'octobre.

Les soviets, ou conseils de travailleurs, étaient des organisations que les ouvriers russes s'étaient données dès 1905. C'était des assemblées où les travailleurs avaient spontanément élu leurs délégués : ces derniers étaient révocables à tout moment (c'est-à-dire qu'on pouvait les changer et en élire d'autres si nécessaire). Ils n'avaient aucun privilège, et étaient tenus de rendre des comptes à leurs camarades.

Ces assemblées se tenaient démocratiquement, périodiquement, et les ouvriers décidaient de la conduite à tenir dans les grèves et dans les luttes.

Une coordination des soviets avait été organisée en 1917 par les travailleurs et les soviets de nombreuses villes avaient pu dès février exercer un double pouvoir et ainsi faire pression sur la bourgeoisie pour qu'elle réalise les revendications exigées par les prolétaires.

Ces soviets regroupaient tous les travailleurs, qu'ils soient organisés ou

non, et quel que soit leur parti, ce qui permettait à tous de confronter leurs idées.

En réalité, ces soviets furent les véritables instruments de la dictature du prolétariat : ce sont eux qui permirent aux travailleurs, au lendemain de la prise du pouvoir, d'exercer leur pouvoir véritable, et à tous les niveaux.

Dans les usines, où ils purent contrôler leur propre production et essayer de la planifier au niveau national, par le biais d'un soviet central, représentant les soviets locaux. Dans les campagnes, où les paysans purent décider démocratiquement du partage des terres et de la marche de la production.

Ainsi, ces conseils étaient totalement différents des assemblées parlementaires bourgeoises : les délégués élus n'avaient rien à voir avec ces fonctionnaires corrompus et incontrôlables, seuls tenus d'appliquer les mesures prises en assemblée, mais c'était au contraire tous les travailleurs qui étaient chargés de les exécuter : c'est ce qui permit à la classe ouvrière d'exercer son véritable pouvoir à tous les niveaux. C'est vers cette organisation que nous devons nous acheminer, à mesure que les travailleurs prendront conscience de la nécessité de lutter jusqu'au bout contre les exploités.

Malheureusement, après des années de luttes sanglantes contre les armées réactionnaires, dans des conditions extrêmement difficiles pour un pays complètement ruiné par la guerre, arriéré et isolé comme il l'était, les travailleurs russes furent dépossédés du pouvoir après plusieurs années de contre-révolution : en 1928, on peut

dire que les centaines de milliers de travailleurs massacrés ou déportés par Staline, marquèrent la reprise du pouvoir par la bourgeoisie : les bolchéviks avaient prévu que si la révolution des prolétaires d'Europe ne venait pas rapidement les soutenir, les travailleurs russes perdraient leur pouvoir soviétique... le socialisme n'étant possible à construire dans un seul pays ...

INTERNATIONAL

Ça bouge en Tunisie !

L'agitation qui se développe, les grèves et les manifestations en Tunisie, en Algérie et au Maroc, prouvent que les travailleurs maghrébins veulent prendre en main la défense de leurs intérêts.

Certes, en Tunisie, ces grèves se déroulent souvent sous le contrôle de l'UGTT (syndicat patronal). Pourtant, peut-on dire que ces luttes de travailleurs sont seulement manoeuvrées d'en haut par l'appareil pro-gouvernemental de l'UGTT, - qui s'en servirait pour démontrer au patronat son influence sur la classe ouvrière -, ou bien sont-elles plutôt, pour une plus grande part, le fruit de la détermination des travailleurs tunisiens qui n'acceptent plus leur misère, et que l'UGTT, faute de mieux, s'attache à museler ?

En mai 1976 déjà, malgré les menaces et l'opposition de l'UGTT, une grève avait paralysé la SNT (Société des transports), la SNCFT (chemins de fer tunisiens), et les PTT. Mais la répression et les manoeuvres de la bureaucratie syndicale avaient fait échouer le mouvement, malgré le courage des ouvriers.

La direction de l'UGTT se croyait en mesure de faire taire la classe ouvrière : ainsi, elle signait avec l'Etat tunisien le "Pacte social", un accord selon lequel pendant cinq ans, les augmentations seraient négociées entre patrons et bureaucrates syndicaux par branches : - pas d'augmentations supérieures à 10 % ; - pas de grèves.

Pourtant, pendant le congrès de l'UGTT, son secrétaire général Habib Achour avait été désavoué par une motion de dénonciation du pacte, signée par près de 1000 délégués de la base. En effet, les travailleurs n'acceptaient pas ce pacte, et à Sfax, le 9 septembre 1977, une manifestation mobilisait les ouvriers contre les augmentations de gaz, d'électricité et des transports, et pour des augmentations de salaires.

A Ksar Hellal, ville historique du bourguibisme, toute la population, le 10 octobre dernier, s'est solidarisée avec les ouvriers de la SOGITEX (filatures) qui se sont mis en grève illimitée, malgré l'opposition de l'UGTT. Le 13, la police faisait évacuer l'usine ; des affrontements très violents ont eu lieu ; des voitures et des camions de

.../...

police ont été incendiés, le siège du gouverneur et le commissariat occupés ; la police a ouvert le feu, a fait près de 40 blessés et arrêté plus de 100 manifestants. Mais ceux qui manifestaient ont exigé et quand même obtenu la libération de 20 de leurs camarades, et c'est alors que l'armée a investi la ville.

Par ailleurs, l'UGTT vient de lancer début novembre un mouvement de grèves sur toute la Tunisie, espérant ainsi faire la preuve en haut lieu de sa capacité de mobilisation et d'encadrement de la classe ouvrière. Mais rapidement, les ouvriers ont repris l'initiative, et ce qui devait être un mouvement de solidarité avec la direction du syndicat, s'est transformé en un vaste et puissant mouvement de grève, et par endroits en véritables émeutes.

Partout, les revendications salariales, les protestations contre la vie chère et les mots d'ordre hostiles au régime ont submergé les cadres syndicaux, et ont clairement montré que les ouvriers n'avaient pas signé de pacte avec la bourgeoisie et qu'ils n'en respecteraient aucun.

Il y a même eu de véritables émeutes à Béja et à Mateur où les manifestants ont attaqué des commissariats de police, des banques, et ont incendié des véhicules de police.

Il est possible que les manœuvres de la direction de l'UGTT soient à l'origine de l'ordre de grèves tournantes lancé le 7 novembre dernier ; pourtant, ces dizaines de milliers d'ouvriers ne se sont pas mobilisés de cette façon que pour soutenir la direction syndicale : au contraire, la grève s'est ici très souvent transformée en un mouvement de revendications dépassant largement son cadre initial.

L'UGTT est pour la bourgeoisie un outil de contrôle et d'encadrement de la classe ouvrière, mais elle sort affaiblie de cette épreuve. Car d'une part, un très grand nombre d'ouvriers ont fait à cette occasion leur expérience de la trahison de la bureaucratie syndicale, et de l'autre, l'UGTT, contrairement à ce qu'elle attendait, a fait la preuve de son incapacité à stopper un mouvement d'envergure des travailleurs, ce qui ne peut que la diminuer aux yeux de la bourgeoisie tunisienne dans son ensemble.

En fait, l'UGTT, qui souhaitait en organisant ces grèves ponctuelles, se faire reconnaître comme un interlocuteur valable vis-à-vis de l'appareil gouvernemental et accroître son poids au sein de la bourgeoisie dirigeante, s'est au contraire laissée prendre de vitesse par la massive mobilisation des travailleurs.

Et ce qui nous importe, à nous révolutionnaires, même si encore une fois les revendications ouvrières n'ont pas été satisfaites, c'est de proposer une alternative claire à tous ces travailleurs qui comprennent de mieux en mieux le rôle de traître du syndicat, et de les organiser indépendamment de la bureaucratie.

SADATE - BEGIN :

Même patron (l'impérialisme),
même combat.

Le 20 novembre, alors que l'aviation sioniste venait de raser les villages palestiniens du sud Liban, le président Anouar El Sadate faisait une visite officielle en Israël, pour s'entendre avec l'Etat sioniste sur le dos du peuple palestinien.

Sadate est le premier chef d'Etat arabe qui reconnaît l'Etat sioniste, qui reconnaît à l'Etat fossoyeur du peuple palestinien une légitimité. Sadate fait toutes ces concessions pour avoir la paix, car le régime bourgeois égyptien est en danger. L'économie est à zéro, et les masses laborieuses supportent de moins en moins le poids de leur bourgeoisie.

En février, obéissant aux ordres du capital international, Sadate supprimait les subventions aux aliments de base du peuple : farine, riz, sucre, ... Les travailleurs lui ont répondu clairement ; aux cris de " Sadate, tue-nous avec tes balles, de toutes façons nous mourrons de faim", les 11 millions d'habitants du Caire et d'Alexandrie se soulevaient.

Ces émeutes ont durement secoué le régime de Sadate, qui n'a été sauvé que par l'annonce de l'annulation des mesures et par la féroce répression militaire qui a fait 60 morts, plus de 800 blessés et des milliers d'arrestations (voir TIL n° 7 et 8).

Depuis, la misère va grandissant, et c'est la crainte d'une formidable poussée des luttes sociales en Egypte qui pousse Sadate aux pieds de Begin ! Seule la paix peut permettre à Sadate d'attirer les capitaux nécessaires au sauvetage de la bourgeoisie égyptienne .

Mais cette paix que veut conclure le président égyptien n'est pas une trahison des intérêts des masses arabes, car Sadate n'a jamais représenté que les intérêts de la bourgeoisie. En réalité, par cet acte, le nouveau pharaon d'Egypte montre son mépris pour les masses égyptiennes et arabes en général. Encore une preuve que s'appuyer comme le fait la résistance palestinienne sur les bourgeoisies arabes, est très lourd de conséquences pour les populations palestiniennes bombardées et réprimées à chaque nouvelle tromperie.

Le massacre des Palestiniens par Hussein pendant le septembre noir de 1973 en Jordanie et l'intervention de l'armée syrienne contre les

.../...

SADATE - BEGIN

Palestiniens pendant la guerre du Liban, ont pourtant été de rudes leçons. Mais l'OLP, qui est un mouvement nationaliste bourgeois, cherche plus à se faire reconnaître comme embryon d'un Etat palestinien par l'impérialisme, qu'à faire progresser la cause des masses palestiniennes exploitées. Les révolutionnaires et tous ceux qui veulent sincèrement lutter pour les intérêts des couches opprimées doivent dénoncer ce comportement nationaliste bourgeois qui mène les masses à la défaite et au découragement.

Il faut dès à présent préparer la lutte authentiquement révolutionnaire en portant la plus grande attention à toutes les possibilités d'alliance entre les masses palestiniennes et les couches exploitées au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Egypte, et surtout en Israël.

Contraignons aujourd'hui, et avant qu'ils ne nous trompent encore une fois, que les régimes bourgeois de Sadate, Assad ou de Hussein sont nos ennemis au même titre que l'Etat sioniste.

Nous soutenons fermement la juste lutte des masses palestiniennes contre l'Etat sioniste, bras armé de l'impérialisme au Moyen-Orient. Nous sommes aux côtés des ouvriers et paysans égyptiens dans leurs luttes contre le régime bourgeois de Sadate. Nous croyons en tant que révolutionnaires que la seule forme de lutte qui débouche sur une véritable perspective de paix est l'alliance des exploités contre toutes les bourgeoisies de la région.

ALLEMAGNE

Les vrais terroristes, c'est l'Etat et ses policiers !

Les dirigeants de la "Fraction armée Rouge" (groupe allemand se réclamant du terrorisme), se sont faits lâchement assassinés par la police dans leur prison, sans procès ni témoins ! Voilà ce que n'hésite pas à faire la bourgeoisie allemande, elle qui par ailleurs jure sur ses grands dieux qu'elle est contre la violence, pour la "liberté de l'homme", pour la démocratie,... !

Les militants de la RAF venaient d'enlever Schleyer, un ancien nazi devenu "patron des patrons" en Allemagne. Ils espéraient faire prendre conscience aux travailleurs allemands de leur exploitation par cette action spectaculaire.

Ils voulaient également faire pression sur le gouvernement pour qu'il libère leurs camarades emprisonnés.

Comme l'Etat ne cédait pas, et préférait sacrifier Schleyer plutôt que de libérer les militants emprisonnés, les terroristes détournèrent un avion et menacèrent le gouvernement de la mort de 90 passagers. En fait à cette surenchère, c'est la bourgeoisie allemande qui s'est trouvée gagnante : non seulement elle a donné l'assaut à l'avion au sol, tuant sur le coup plusieurs des terroristes et arrêtant les autres, mais, deuxième coup bas, elle "suicida" quelques semaines plus tard 4 dirigeants de la bande à Baader parmi ceux emprisonnés.

La presse réactionnaire, depuis, cherche à tout prix à nous persuader que les militants de la RAF, faibles et découragés, se sont tués eux-mêmes : tous les journaux de la bourgeoisie européenne rivalisent d'imagination : c'est à qui n'a pas trouvé une mitraillette cachée par les terroristes entre deux briques du mur de leur cellule, ou un bazooka dans la plume de leur oreiller !

En fait, nous savons que les prisonniers sont fouillés deux fois par jour, qu'une lumière aveuglante est allumée en permanence, que le guichet est ouvert toutes les 5 mn par les gardiens justement pour empêcher les suicides, et que les terroristes étaient complètement isolés : ils se seraient pourtant concertés pour se "suicider" ensemble ! Autant de grotesques invraisemblances qui jouent contre les thèses du suicide.

.../...

ALLEMAGNE

Mais la bourgeoisie n'a pas besoin de chercher à se justifier : on sait trop bien déjà ce qui se passe dans les prisons d'Allemagne et de France, on connaît les méthodes de leurs flics, on sait ce qu'il en est de la "démocratie bourgeoise" !

Même l'avocat Klaus Croissant, qui défendait les terroristes allemands à leur procès, s'est fait arrêté par la police française, alors qu'il cherchait refuge en France pour ne plus être traqué.

La justice de classe française n'a pas hésité à violer ses propres lois et à renvoyer K. Croissant en Allemagne sans aucune preuve de sa "culpabilité" : c'est ça le "libéralisme avancé" ! Et on sait ce qui attend Croissant dans les prisons allemandes : le gouvernement prépare déjà le terrain en affirmant que l'avocat pourrait bien se "suicider" prochainement....

En fait, les véritables terroristes, ce sont tous ces bourgeois qui nous trompent, tous ces flics qui nous tabassent dans leurs commissariats ou leurs cellules, ou nous tuent impunément, - comme ce flic qui vient de tuer Abdellaoui Abdelmajid, lors d'un contrôle d'identité le 24 novembre, en pleine gare de Marseille (son seul "crime" : il avait sorti un couteau pour se défendre contre les 5 flics qui le tabassaient....).

Ce sont les bourgeoisies française, allemande, et tous leurs collègues, qui se servent de leur violence "légalisée" pour asservir et humilier les travailleurs ; ce sont elles qui par exemple soutiennent et arment à grands frais le régime raciste d'Afrique du Sud, où des milliers de travailleurs noirs sont traités comme des bêtes, comme de véritables esclaves. Elles qui fournissent armes et argent, napalm et bombes à Hassan et Ould Daddah, pour combattre le peuple sahraoui.

Ce sont elles que nous devons abattre sans merci, - et non Baader et ses camarades qui, faute de se fier à la force considérable que serait celle des travailleurs organisés, ont préféré s'engager seuls dans une voie désespérée pour combattre la bourgeoisie.

QUEI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(("Le Manifeste Communiste"))